

RESISTANCE SOCIALE

La République sera
Sociale ou ne sera pas !

Numéro 31

NOVEMBRE 2005

Le mot de la Présidente

A droite, la course à la présidentielle est lancée. On pourrait penser que Résistance Sociale se moque un peu de qui portera les couleurs de l'UMP en 2007 mais, en fait, si j'évoque ce sujet aujourd'hui c'est que ce n'est pas sans répercussions sur la situation sociale.



Sarkozy a d'abord ouvert le bal, donnant l'impression de jouer sur le créneau de Le Pen, semblant prendre en compte le désir de sécurité des Français, principalement ceux des couches moyennes et populaires. On s'est vite aperçu de sa singulière conception de la question, faite d'inutiles et méprisantes opérations médiatiques tandis que les moyens de la police de proximité étaient rognés. L'excité de la droite est bien plus constant sur le plan économique. Ses soutiens étrangers en témoignent : de Georges Bush à Angela Merkel, c'est l'ultralibéralisme pro-américain qu'il revendique. On avait déjà pu s'en rendre compte lors de la campagne européenne : communautarisme contre solidarité nationale, charité contre sécurité sociale, acteurs religieux contre laïcité, laissez-faire contre services publics, financiarisation contre politique de l'emploi, atlantisme contre souveraineté populaire. Il n'est pas besoin de décrire les conséquences sociales d'une telle politique !

On assiste aujourd'hui à la mise sur orbite orchestrée d'un autre candidat potentiel : De Villepin. Plus posé que l'hystérique Sarkozy, encore auréolé de ses interventions à l'ONU, où il défendit avec brio et honneur la position française, il a la faveur des élites. Et pourtant ! A Résistance Sociale, nous nous devons de le juger sur la réalité de la politique qu'il conduit, pas sur les paillettes des apparences.

De la symbolique quasi-suppression de l'impôt sur la fortune à la soi-disant baisse des impôts, à travers la suppression de tranches de l'IRPP, voilà une politique fiscale qui ne sert que les plus riches. De l'instauration des contrats « nouvelle embauche » à la remise en cause des seuils pour les délégués syndicaux, en passant par le déremboursement en matière de sécurité sociale et l'allongement de la durée du travail, voilà une politique sociale qui fragilise encore plus les travailleurs. De la privatisation annoncée des autoroutes en passant par le bradage les uns après les autres des fleurons de nos services publics (aujourd'hui EDF) ou à la casse du commissariat général au plan, voilà une politique économique qui démontre son manque d'ambition pour La France en matière industrielle, de recherche, d'éducation... La nature du Premier ministre, possible futur candidat à la Présidence de la République, s'y dévoile mieux que dans les discours internationaux : c'est un fieffé réactionnaire, d'autant plus dangereux qu'il apparaît « si propre sur lui ».

Cela ne peut que nous inciter, à Résistance Sociale, et nous l'espérons, comme tous les militants des diverses organisations du monde du travail, à œuvrer franchement à la reconstruction d'une gauche sincère et crédible, capable de gagner en 2007 et de rendre l'espoir à l'ensemble du monde du travail.

Marinette BACHE



Sommaire

- Solidarité internationale (page 2)
- Place au débat (Pages 3 à 6)
- Avez-vous remarqué ? (Page 6)
- Actualité sociale (Page 7)
- Les bras m'en tombent (Page 7)
- Coup de gueule (Page 8)



SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

BURKINA FASO

.A la suite du licenciement le 1er août de 133 ouvrières de l'usine La Gallicienne, filiale de l'entreprise Yves Rocher installée au Burkina Faso, un collectif de soutien regroupant associations et syndicats s'est constitué en France le 19 octobre.

BELGIQUE

La poste belge a présenté le 12 octobre un plan qui prévoit sa privatisation partielle au profit de la poste danoise et d'un fonds d'investissement britannique CVC Capital Partners qui entreront prochainement dans le capital de la poste belge à hauteur de 50 %. A noter que CVC Capital Partners détient également 30 % du capital de la poste danoise.

Nul doute que, malgré les déclarations du gouvernement belge, ce plan aura des répercussions sur l'implantation de la poste qui compte actuellement 1300 bureaux et sur le nombre des salariés (38 000 aujourd'hui).

Par ailleurs quelque 440 emplois devraient disparaître, d'ici 2008, au sein du groupe Bekaert Textiles de Waregem, a-t-on appris au terme d'un conseil d'entreprise extraordinaire. La production de tissus de recouvrement, actuellement assurée par le site d'Audenaerde, sera complètement arrêtée alors que, dans le même temps, une nouvelle implantation sera ouverte en Turquie.

ALLEMAGNE

Deutsche Télécom a annoncé le 2 novembre la suppression de 32 000 emplois sur trois ans.

Par ailleurs, alors que le gouvernement de grande coalition n'a pas encore vu le jour, il convient de souligner qu'un accord s'est déjà fait entre le SPD et la CDU/CSU sur deux mesures : l'augmentation

de la TVA et l'allongement de l'âge de départ à la retraite.

GRANDE BRETAGNE

La société Eurotunnel a annoncé le départ « volontaire » de 900 employés d'ici juin 2006.

La suppression de ces effectifs devrait se faire à part égale entre la France et la Grande Bretagne.

ESPAGNE

Le constructeur automobile espagnol Seat, filiale du groupe allemand Volkswagen, a présenté un plan de restructuration qui prévoit 1.346 suppressions d'emplois sur un total de plus de 14.000 dans ses usines près de Barcelone, notamment l'usine de Martorell, en raison de la baisse de la production.

QUEBEC

L'automne chaud promis par les syndicats est sur le point de se concrétiser.

Tout le Québec devrait être perturbé pendant un mois en raison de grèves tournantes qui auront lieu dans le cadre d'un front commun syndical.

Au total, 200 000 employés feront la grève, chacun pour un maximum de quatre jours. En raison du débrayage du personnel de soutien et des deux tiers des professeurs de cégep, l'éducation sera largement paralysée. En santé et services sociaux, seuls les services essentiels seront assurés.

Forte de ses 170 000 membres, la Centrale des syndicats du Québec espère étendre le mouvement. Déjà, les enseignants de 25 commissions scolaires ont approuvé la tenue de trois jours de grève. Une quarantaine d'autres syndicats, dont l'Alliance des professeurs de Montréal, arrêteront leur position d'ici le 8 novembre.

PLACE AU DEBAT



.Résistance Sociale a le plaisir de publier l'appel ci-dessous qu'elle soutient bien évidemment. Elle vous invite à participer partout où c'est possible à la mise en œuvre des collectifs départementaux, comme celui de Paris, où elle est représentée par Jean-Claude CHAILLET, son secrétaire général.

Vous trouverez page suivante l'appel de constitution du collectif parisien. Nous vous donnons rendez-vous le 19 novembre à Paris.

Appel de la Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics

NOUS, Associations, Collectifs, Syndicats, Organisations politiques, qui résistons à la casse des Services Publics, reprenons à notre compte l'appel à manifester lancé par la **FÉDÉRATION NATIONALE des COLLECTIFS de DÉFENSE et de DÉVELOPPEMENT des SERVICES PUBLICS**, et invitons, à l'occasion du congrès de l'Association des Maires de France les 22, 23, 24 Novembre, les citoyen(ne)s, les élu(e)s, les forces associatives, syndicales, politiques, **à participer massivement :**

**SAMEDI 19 NOVEMBRE à 13 H 30 à la MANIFESTATION UNITAIRE
à PARIS, de la Place d'Italie vers l'Assemblée Nationale
Stand animation à Sèvres Babylone**

Les Services Publics sont indispensables à toute société se réclamant de la Liberté, de l'Égalité, de la Laïcité, de la Solidarité, et ce pour toute la population.

Toute notre vie quotidienne est concernée : l'Éducation, la Recherche, les Equipements de la petite enfance, les Services aux personnes âgées, la Santé, l'Emploi, des Communications, la Poste, les Transports, l'Énergie, l'Eau, le Logement...

RÉSISTER à toute privatisation ou démantèlement.

Nous refusons toutes les politiques de mise en concurrence, de déréglementation, de privatisation partielle ou totale, de fausse décentralisation. Ces politiques, menées sur les plans européen et international et que le gouvernement français a lui-même mises en œuvre durant de longues années, ont fragilisé le Secteur Public, réduit sa portée et souvent dégradé la qualité des services rendus. Elles ont favorisé le démantèlement systématique pratiqué actuellement. La directive Bolkestein et l'AGCS en sont aujourd'hui les symboles les plus criants.

Exigeons l'abrogation des lois et directives qui guident ces politiques libérales française et européenne

Exigeons du gouvernement français qu'il retire pour l'ensemble des Services Publics toutes les mesures entraînant une régression des moyens matériels et humains. Exigeons qu'il stoppe les procédures de transfert de charges décidées par la politique actuelle dite de décentralisation qui frappe, à tous les échelons, les collectivités locales. Ce sont les populations qui en souffrent durement. C'est la qualité de nos vies et celle de l'avenir de nos enfants qui est en jeu ! Refusons qu'elles soient sacrifiées aux intérêts des grands groupes privés.

RECONQUÉRIR « des Services Publics de qualité, partout et pour tous ».

Pas de développement des Services Publics sans développement de la démocratie sociale et des droits des citoyens !

Nous voulons des Services Publics démocratisés, contrôlés par les Usager(e)s, les Élus, les salariés des Services Publics, les Organisations Syndicales. Ils doivent pouvoir exercer, à tous les niveaux un rôle économique et social déterminant. Le seul objectif est le mieux-vivre de tou(te)s les citoyen(ne)s, la prise en compte des aspirations à la qualité des Services, à la transparence des décisions et des tarifs.

EXIGER une autre politique en France et en Europe.

Nous voulons des Services Publics qui, au nom du Bien-commun, garantissent sur l'ensemble du Territoire, et dans l'égalité, le libre accès de tou(te)s les citoyen(ne)s aux droits fondamentaux et permettent la satisfaction des besoins sociaux essentiels de la population.

Ces droits ne sont pas des marchandises et ne doivent pas relever d'une logique de profits, de rentabilité financière.

Il faut exiger en France, comme en Europe, une autre politique qui élargisse le rôle et les missions des services publics, leur consacre, dans le cadre d'une répartition plus juste des richesses produites, davantage de moyens, et enfin démocratise leur fonctionnement.

**La convergence de nos luttes, c'est notre force !
Les Services Publics constituent le Bien commun, ne laissons pas des intérêts privés les accaparer !
Tous ensemble, nous pouvons et nous devons gagner !**

Les premières organisations qui reprennent à leur compte l'appel lancé par la « CONVERGENCE POUR LA DÉFENSE ET LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS » et appellent à manifester sont les suivantes : CGT Mine Energie, UD CGT Paris, UGFF CGT, FSU, Les Alternatifs, Solidaires Paris, SUD Cheminots, SUD PTT, SUD Santé Sociaux, Union syndicale Solidaires, ATTAC, Collectif du 29 mai, Fondation Copernic, LDH, Réseau hors AGCS, UFAL, UNRPA, Conseil Général 93, LCR, MARS, MNCP, MRC, PCF

PLACE AU DEBAT

Appel à la création d'un collectif de défense et de développement des services publics (C.D.S.P. Paris)

A Paris comme en Province, la qualité de nos institutions et des organismes assurant le service public se dégrade de manière visible par le démantèlement, l'ouverture de capital voire la privatisation totale, la fermeture d'antennes et de sites, le désengagement financier de l'Etat, l'externalisation des missions au secteur privé, le transfert sans moyen aux collectivités locales, une gestion strictement comptable et financière et la précarisation des conditions de travail et d'exercice. Il n'y a pas, jusqu'à notre protection sociale (Sécurité Sociale, Assedic, ...), un domaine de solidarité qui ne soit menacé de coupes drastiques et de privatisation partielle.

Hors de nos frontières, la remise en cause des services publics permet aujourd'hui de tirer un premier bilan et de poser quelques questions: que pense le peuple britannique de ses chemins de fer qui déraillent, de son Trésor public privatisé et de son système de santé défaillant? Que pensent les Américains, après Katrina, de leur solidarité nationale? Que pensent les italiens de leur réseau postal ?

Parce que :

- **Les services publics** constituent le socle de la cohésion sociale, un moyen d'action essentiel de l'Etat à l'égalité. Ils sont un pilier de notre modèle social fondé sur l'intervention économique et sociale de l'Etat et un outil essentiel à toute politique industrielle et d'aménagement du territoire ;
- **Les services publics français** sont attaqués de toutes parts par les libéraux que ce soit au niveau international ou national ;
- **Seul le monopole public**, dégagé de la pression de la finance privée, peut garantir un égal accès de tous aux services publics ;
- **Tout comme seul le statut de fonctionnaire** constitue la garantie d'une fonction publique sûre, impartiale et de qualité, seul un **statut stable et une formation solide** constituent les meilleures garanties d'accomplissement des services publics ;

Face à la destruction programmée de nos services publics nous pensons qu'il est urgent de se rassembler afin de tenter d'inverser le rapport de forces afin de défendre, développer, étendre et démocratiser les Services publics en France et en Europe.

Aussi avons-nous décidé, militants syndicaux, associatifs et politiques de nous unir pour faire entendre la voix de la défense des services publics, pilier fondamental de notre République.

Pour cela nous constituons à ce jour un collectif parisien de défense et de développement des services publics.

**Nous appelons l'ensemble de nos concitoyens à nous rejoindre et à participer à la grande manifestation
« Pour des Services publics partout et pour tous »**

SAMEDI 19 NOVEMBRE à 13h30

à la Place d'Italie

(Rendez-vous à l'angle du boulevard de l'Hôpital et de la Place d'Italie)

✂-----
Nom : Prénom : Tél. :
Adresse :
Profession : syndicat / association ou parti politique :
Responsabilités : Courriel :

- signe l'appel du collectif de défense et de développement des services publics**
 sera présent(e) à la manifestation
 souhaite un contact avec le collectif

**Collectif des services publics 75 – 18 bd St Jacques 75014 Paris
courriel : services.publics@wanadoo.fr**

PLACE AU DEBAT

« Un monde plus sûr et où on meurt moins » pour le Monde ?

Le 19 octobre 2005, Le Monde titrait en gros et en « une » sur une bonne nouvelle commentée aussi en éditorial : « un monde plus sûr avec moins de guerres et moins de victimes » :

« ... réduction de 80 % du nombre de génocides et autres massacres d' ampleur ; réduction de 40 % du nombre de conflits ; réduction phénoménale du nombre de morts par conflit (38 000 en moyenne dans les années 1950 ; 600 aujourd' hui), réduction de 30 % du nombre de réfugiés dans le monde, etc. Reste une indication très négative: alors que des conflits du passé frappaient souvent majoritairement les combattants, les victimes des guerres actuelles sont à 90 % des civils.

Au cours de la période 1945-1990, le monde était donc à feu et à sang. Depuis 1990, il est plus sûr. On s' y fait moins la guerre, on y meurt moins»

On meurt moins ? Le monde est plus sûr ?

Cela dépend pour qui et de quel point de vue...

Car ce n'est pas ce que dit le Bit (bureau international du travail) qui, en 1999 estimait à plus d'un million de nombre de morts par accidents du travail, en précisant qu'il était déjà plus élevé que les victimes des guerres :

« Selon le Bureau International du Travail (11 avril 99) il y a chaque année plus d' un million de morts dues au travail soit 3 000 morts par jour, 2 par minute.

On décompte 250 millions d' accidents professionnels annuels entraînant un arrêt de travail soit l' équivalent de 685 000 accidents par jour.

Un quart des décès concerne des salariés exposés à des substances dangereuses leur ayant causé une maladie grave, comme un cancer, ou des troubles cardio-vasculaires, respiratoires ou nerveux. L' amiante, à elle seule est responsable de 10 000 décès par an.

12 millions d' accidents du travail touchent des enfants et en tue 12 000 par an.

Le taux de décès d' origine professionnelle dans les pays riches représente la moitié de celui enregistré en Europe centrale et orientale, en Chine et en Inde. Dans les pays d' Amérique latine et les Caraïbes, le taux est encore plus élevé qu' au Moyen-Orient et en Asie.

Il est bon de savoir que le nombre de décès dûs au travail est supérieur à celui des accidents de la route (990 000) à celui des guerres (502 000) à la violence criminelle (563 000) et à celui du Sida (312 000). »

Le même Bit constate qu'en 2003, cela s'est aggravé : on meurt davantage d'accidents du travail, toujours plus que des guerres :

« Les accidents et maladies du travail tuent quelque deux millions de personnes par an et coûtent 1250 milliards de dollars à l' économie mondiale, estime le Bureau international du Travail (BIT) dans un rapport sur la «Sécurité au travail: Question de culture». Pour lui, un coup d' arrêt peut être mis à cette situation si travailleurs, employeurs et gouvernements respectent les normes internationales de sécurité.

«Blessures et maladies ne sont pas une fatalité au travail» souligne le Directeur général du BIT, M. Juan Somavia. «Décès, accidents et maladies au travail peuvent être évités. Nous devons promouvoir une nouvelle «culture de la sécurité sur les lieux de travail», partout où ils se trouvent, en s' appuyant sur des politiques et programmes appropriés au plan national afin d' « faire des lieux plus sûrs et plus sains pour tous».

Le chiffre retenu sur les pertes de l' économie mondiale (1250 milliards de dollars) se fonde sur une estimation qui situe à quelque 4 pour cent du produit national brut annuel le coût des accidents et maladies liés au travail, et ce n' est là qu' un volet de l' immense préjudice généré par les risques encourus sur les lieux de travail: près de 160 millions de personnes dans le monde souffrent de maladies liées au travail, tandis que le nombre d' accidents, à l' issue fatale ou non est estimé à 270 millions de par an ».

Le tsunami quotidien de la mondialisation capitaliste tue chaque jour davantage les travailleurs du monde entier, rendant pour eux le monde plus dur et moins sûr.

Ce n'est pas ce que Le Monde choisit de mettre en relief. Question de point de vue, d'éclairage, de classe ?

Gérard Filoche,
communiqué D&S, le 19 octobre 2005



PLACE AU DEBAT

Non à la privatisation d'EDF

L'actuel Premier ministre aime parler de « patriotisme économique ». Je ne connais pas dans l'histoire de notre pays de programme qui, mieux que celui du Conseil National de la Résistance, ait défini le contenu du véritable patriotisme économique. En dehors des traîtres et des collabos, toute la France était dans le CNR, qui a voulu la nationalisation de l'électricité. La création d'EDF résulte d'un patriotisme économique qui n'était pas seulement verbal, ni poétique : un patriotisme économique qui était action et décision. Aujourd'hui comme hier, le patriotisme économique, c'est la nationalisation des secteurs-clefs et des services publics.

Depuis soixante ans le monde a bien changé. C'est incontestable ! Mais les lois de la science physique sont, elles, restées immuables. L'électricité est toujours un bien qui ne se stocke pas. A tout moment, l'offre doit pouvoir répondre à la demande, à la vitesse de la lumière. La concurrence est impossible pour l'acheminement de l'électricité. C'est ce que n'ont pas compris ceux qui, à Barcelone, ont signé la libéralisation du marché de l'électricité, et déclenché la cascade qui, aujourd'hui, nous amène à faire un saut dans le noir ! Dès lors, les usagers ne peuvent espérer le moindre bénéfice de cette concurrence, construction artificielle, destinée à satisfaire des fantasmes idéologiques et à ouvrir de nouvelles possibilités de rente. L'électricité est un monopole naturel. C'est la raison pour laquelle les résistants voulurent qu'elle soit gérée par la nation.

Cohérents, ils inscrivirent dans le préambule de la constitution de 1946, préambule aussi de notre constitution, que « Tout bien, dont l'exploitation a les caractères d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité ».

En outre, aujourd'hui, en France, dans l'état des technologies disponibles, nous ne pouvons pas produire moins cher. La France a l'électricité la moins chère des pays développés, en dehors de ceux, comme la Suède ou le Québec, qui disposent d'un formidable potentiel hydroélectrique.

Quant à la commercialisation, son coût représente seulement 5% du coût total. Si, par miracle, ce coût était réduit de moitié, l'économie de l'utilisateur serait donc de 2,5%. Ces 2,5% seraient très largement mangés par les frais de publicité qu'implique la concurrence et par la rémunération des actionnaires privés.

Moralité : ni sur l'acheminement (50% du coût), ni sur la production (45%), ni sur la commercialisation (5%), l'utilisateur n'a quoi que ce soit à gagner de la privatisation !

J'ajoute que l'électricité est devenue un élément indispensable de notre vie. Sans électricité, tout s'arrêterait. Il est donc d'autant plus nécessaire que les citoyens la contrôlent. VILLEPIN nous assure que toutes les précautions ont été prises. Le contrat passé entre l'Etat et EDF devrait garantir le service public, tant pour l'absence de coupures pour les plus démunis que pour le maintien de la péréquation tarifaire, outil indispensable de l'aménagement du

territoire. Jusqu'à quand ? Et quid du rôle essentiel d'EDF pour entraîner et impulser l'industrie française et donc l'emploi ? ...

EDF aurait besoin d'argent pour investir. C'est vrai ! Voilà des années que l'entreprise n'investit pas. Pour quelle raison ? Pour aller acheter des danseuses un peu partout à travers le monde, et finir par les revendre à perte. Il paraît qu'il s'agissait « d'acquisitions stratégiques » pour devenir le premier énergéticien mondial. Un tel comportement intéresse les actionnaires. Il méprise les citoyens et les usagers. EDF a besoin d'argent pour le nouveau programme nucléaire. Il va falloir remplacer les centrales actuelles. C'est vrai ! Pourquoi d'ailleurs avoir attendu si longtemps pour construire l'EPR ? Pour se procurer de l'argent, EDF devrait, comme pour le précédent programme nucléaire, lancer un emprunt, émettre des obligations. Cela coûterait moins cher ! Cela ne soumettrait pas la sûreté nucléaire à la loi d'airain du profit ! Cela ne dépouillerait pas le peuple français de son bien !

Nous devons tout faire pour empêcher la privatisation. Mais quoiqu'il arrive, toute la gauche doit maintenant s'engager à re-nationaliser EDF, mais aussi GDF, si elle revient au pouvoir en 2007. Un gouvernement qui ne le ferait pas ne serait pas un gouvernement de gauche.

Georges SARRE

Premier secrétaire du MRC

(extraits de la conférence de presse à Saint-Denis du 24 octobre 2005)

AVEZ VOUS REMARQUE ?

De Villepin ou l'art d'enfoncer les portes ouvertes

Le premier Ministre aime les services publics. Il vient de le prouver avec la privatisation de la SNCF et d'EDF, avant celle annoncée des autoroutes. Mais, sans doute conscient du scepticisme que fait naître chez les Français une telle affirmation, il vient d'annoncer lors de sa dernière conférence de presse que, désormais, les bureaux de poste seraient ouverts le samedi matin dans les grandes villes. Bien ! dirait un martien arrivé récemment en France.

Sauf que c'est déjà le cas depuis des dizaines d'années et pas seulement dans les grandes villes. Le Premier Ministre prendrait-il les Français pour des imbéciles ? A moins qu'il ne songe à réduire l'ouverture du samedi aux seules grandes villes ? Quid alors du service public ? Le plus piquant, c'est que le Président de La Poste, Jean Paul Bailly, dont le mandat vient bientôt à expiration, vient lui de proposer l'ouverture des bureaux le dimanche...



ACTUALITE SOCIALE

CHEVALLIER

Le groupe Chevallier spécialisé dans les salaisons a annoncé la fermeture de ses usines de Panissières (Loire) et Limoges (Haute-Vienne) ce qui entraînera la suppression de 66 emplois début 2006.

STORA ENSO

Le groupe finlandais Stora Enzo a annoncé la suppression de 5000 emplois à travers le monde ce qui pourrait entraîner le licenciement de 600 personnes de l'usine de Conbehem (Pas de Calais) sans compter 94 autres employées par un sous-traitant.

FAURECIA

L'équipementier automobile Faurecia envisage la suppression de 387 postes permanents en France en 2006.

PEUGEOT

Le constructeur automobile a annoncé que 550 emplois d'intérimaires ne seraient pas reconduits en 2006.

JACQUEMARD

Les salariés de l'usine JACQUEMARD implantée à Romilly sur Seine (Aube) ont été reçus au ministère de l'emploi où il venait dénoncer le 4ème plan social depuis

1998 touchant cette usine spécialisée dans la fabrication de chaussettes alors que le 3ème plan en 2002 n'a permis le reclassement que de 18 salariés sur 215

RTM

Réso reviendra plus longuement dans un prochain bulletin sur ce conflit très médiatisé de la régie de transport marseillais en grève depuis un mois. Il faut rappeler que cette grève soutenue par tous les syndicats est motivée par le projet de la mairie de confier l'exploitation du futur tramway à la Connex, qui vient de rafler une partie de la SNCM.

CVC

La direction de la Compagnie vosgienne de la chaussure (CVC) devrait annoncer le 8 novembre un plan de restructuration des deux sites lorrains.

A Rupt-sur-Moselle (Vosges), l'unité employant 123 personnes fermerait dès le 31 décembre. Parallèlement, la moitié des salariés de Champigneulle (Meurthe-et-Moselle), soit 120 sur les 240, conserverait leur emploi.

La plupart des salariés est relativement âgée et a fait une grande partie de sa vie professionnelle dans cette entreprise.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Il n'est jamais trop tard ...

En 2002, Lionel Jospin disait adieu à la politique, laissant seuls tous ses amis, vexé par la sanction d'une politique marquée entre autres par la plus grande vague de privatisation qu'ait connue la France. Trois ans après, alors qu'il assurait la promotion de son livre sur un plateau télé, qu'elle ne fut pas ma surprise de l'entendre dire il y a quelques jours qu'il était opposé à la privatisation d'EDF que venait d'annoncer Breton

Pourtant, on chercherait vainement ne serait-ce qu'un soupçon de remords dans le livre de l'ancien premier ministre, ardent défenseur du oui à la constitution européenne il y a de cela quelques mois.

N'est ce pas lui d'ailleurs qui, en plein accord avec Jacques Chirac, signa les accords de Barcelone en 2002 ? Vous me direz qu'il n'était alors question que de concurrence. La privatisation n'était -elle pas pourtant inscrite dans la logique comme on l'a vu avec France Télécom ?

Alors, info ou intox ? Il est vrai qu'en rejetant massivement le référendum, les Français ont montré où allaient leurs préférences.

La couronne d'un président vaut bien toutes les conversions, non ? Bien sûr, si celle-ci était sincère, on ne pourrait que s'en réjouir. Après tout, il n'y a que le premier pas qui coûte ...



COUP DE GUEULE



L'inénarrable Monsieur BRETON

a encore frappé

Par Louis Bercis

Invité du « grand rendez vous Europe 1-TV5 » notre grand ministre des finances a trouvé l'arme fatale pour réduire le chômage : allonger le temps de travail dans la Fonction publique.

Ceci n'est pour le moment qu'une piste mais c'est à considérer surtout que le grand manitou de Bercy a sondé les troupes et « les fonctionnaires y sont prêts ».

Mais une question nous taraude : qui sont donc ces fonctionnaires prêts à travailler plus et pour combien au fait ?

Notre ministre a oublié de le préciser mais ce n'est qu'un détail...

Alors, serait-ce l'infirmière croulant sous les gardes et appelée désormais à remplacer au pied levé le chirurgien ? Serait-ce l'agent des impôts aux prises avec des milliers de réclamations contentieuses sur la redevance télé ?

Serait-ce le professeur des écoles contraint de faire de la garderie pour remplacer au pied levé son collègue souffrant, le tout faute de postes de remplaçants suffisants ou affairé devant une classe de près de 40 élèves ?

Serait-ce plutôt l'agent de l'équipement, de l'agriculture, de la poste ... ?

Sûrement pas ! Tous ceux-là sont confrontés à la grogne de l'usager, à la dégradation de leurs conditions de travail, à la précarisation de leurs métiers et à la casse imposée d'en haut de leur statut. Donc, un avis de recherche est diffusé : wanted, on recherche le fonctionnaire qui souhaite faire plaisir à Monsieur Breton.

Autre affirmation péremptoire du calife de Bercy : « 5600 postes en moins c'est un minimum » si grâce notamment à la LOLF vous pouvez faire mieux allez y cela permettra de « réinvestir (dans quoi au fait ?) et de donner des primes »!

Donc, amis fonctionnaires, le deal est simple : réclamez des suppressions d'emplois et vous toucherez des sous !

On se demande bien pourquoi tant de manifestants demandent des créations de postes dans la fonction publique ?

Thierry, c'est à désespérer, ils n'ont vraiment rien compris. Tu devrais leur expliquer, tu le fais si bien devant les députés...

Enfin, dans sa grande sagesse, le ministre s'est félicité que « pour la première fois, 75000 fonctionnaires perçoivent une prime parce qu'ils ont bien travaillé ».

Provocation ou bêtise : 75000 sur la population totale de fonctionnaires, c'est une goutte d'eau. Que font donc les autres ?

La prochaine fois, notre ministre nous annoncera que le reste peut disparaître puisque, d'ailleurs a contrario, ils travaillent mal !

Alors de deux choses l' une : ou bien le Premier Ministre a une confiance éperdue dans la nature humaine et croit sincèrement que les détenteurs de capitaux qui placent une partie de leurs avoirs en France ont autre chose en tête que le profit, et ont le moindre souci des conséquences sociales de leurs décisions ; ceci dénoterait une naïveté confinante à l' imbécillité clinique, et qui serait très inquiétante à ce niveau de responsabilité.

Ou bien, et c' est infiniment plus vraisemblable, il est parfaitement conscient de ce qu' il fait et les cris d' orfraie qu' il pousse font simplement partie de la stratégie de communication d' un homme qui se prend peut-être pour Bonaparte, qui singe le style de Malraux et les postures de de Gaulle, mais qui finalement se contente de faire la politique d' Antoine Pinay et Valéry Giscard d' Estaing.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 01 48 06 34 97

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

Commission paritaire en cours

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

j' adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)